



PREFECTURE DU MORBIHAN

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Autorisant les prélèvements d'eau pour l'alimentation en eau potable
de la **Régie Municipale Eau et Assainissement de la Ville de PLOEMEUR**
à partir des captages de **"Kermadoye"** en PLOEMEUR,

portant déclaration d'utilité publique de ces prélèvements d'eau et
de l'établissement des périmètres de protection de ces ouvrages,

et modifiant le plan local d'urbanisme de la commune de Ploemeur

Le Préfet du Morbihan,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1, L. 211-11, L. 214-1 à L. 214-6 et L. 215-13 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1321-2 et L. 1321-3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code rural et notamment son article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

Vu les décrets n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié et n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine et l'arrêté d'application du 10 juillet 1989 ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévus par les articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 1^{er} août 1997 et du 23 juillet 2001 relatifs au programme d'action à mettre en œuvre pour réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole dans le département du Morbihan ;

Vu le règlement sanitaire départemental du Morbihan ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de la Régie Municipale Eau et Assainissement de la Ville de PLOEMEUR en dates du 30 octobre 1996 et du 8 juin 2000 demandant l'instauration des périmètres de protection autour des captages de « KERMADOYE » en PLOEMEUR ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 29 août 1997 et son rapport complémentaire en date du 12 mars 2001 ;

Vu les résultats de la consultation interservices ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Ploemeur et la non compatibilité du projet avec ce document d'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2000 prescrivant l'ouverture des enquêtes ;

Vu les pièces des dossiers des enquêtes publiques auxquelles il a été procédé dans la commune de PLOEMEUR du 18 décembre 2000 au 26 janvier 2001 conformément à l'arrêté préfectoral sus-visé ;

Vu les conclusions du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération ;

Vu les arrêtés préfectoraux en dates des 17 juillet et 28 décembre 2001 prorogeant les délais d'instructions du dossier ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 19 décembre 2001 ;

Vu le compte-rendu de la réunion du groupe de travail organisée le 8 janvier 2002 sur la mise en compatibilité du PLU projetée ;

Vu la délibération du conseil municipal de Ploemeur en date du 21 janvier 2002 prenant acte des résultats de l'enquête et approuvant la mise en compatibilité du PLU projetée ;

Considérant que le projet présente un caractère d'utilité publique certain ;

Sur les propositions de l'ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

ARRETE

Article 1 - Sont déclarés d'utilité publique :

- les ouvrages de captage d'eau souterraine utilisés pour l'alimentation en eau potable de la Régie Municipale Eau et Assainissement de la Ville de PLOEMEUR, sis au lieu-dit « KERMADOYE » en PLOEMEUR ;
- les périmètres de protection de ces ouvrages.

Article 2 - Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de PLOEMEUR

Conformément aux dispositions de l'article L. 123-16 du code de l'urbanisme, le présent arrêté emporte modification du plan local d'urbanisme de la commune de Ploemeur en tant qu'il était incompatible avec l'opération déclarée d'utilité publique à l'article 1 ci-dessus. Le plan local d'urbanisme de la commune de Ploemeur sera mis à jour avec le plan annexé au présent arrêté.

Article 3 -

La Régie Municipale Eau et Assainissement de la Ville de PLOEMEUR est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines au moyen de forages établis au lieu-dit « KERMADOYE » en PLOEMEUR.

Le volume maximal qui pourra y être prélevé par pompage par la Régie Municipale ne pourra excéder 3 600 m³/jour en moyenne annuelle, avec un débit horaire maximal de 180 m³/h, pour l'ensemble des ouvrages.

Le dispositif de prélèvement sera équipé d'un compteur volumétrique permettant de comptabiliser les volumes prélevés.

La Régie Municipale est autorisée à utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, après un traitement simple de neutralisation et de chloration.

Article 4 -

Conformément à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique et en application des dispositions des décrets 67-1094 du 15 décembre 1967, 89-3 du 3 janvier 1989 modifié et 2001-1220 du 20 décembre 2001, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée divisé en une zone sensible et une zone complémentaire, et un périmètre de protection éloignée sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan et à la liste des parcelles joints au présent arrêté.

Article 5 - LE PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

5.1 - Ce périmètre doit appartenir en pleine propriété à la Régie Municipale Eau et Assainissement de la Ville de PLOEMEUR ;

5.2 - Le sol devra être mis en herbe et régulièrement entretenu ; son entretien se fera par des moyens autres que chimiques ; des clôtures entoureront ce périmètre et seront maintenus en bon état.

5.3 - Sont interdits :

5.3.1 - tout accès autre que celui nécessaire au service des eaux ;

5.3.2 - toute activité autre que celle nécessitée par son entretien ou liée au service des eaux ;

5.3.3 - toute utilisation d'herbicide (notamment désherbant total), fongicide, insecticide ou autre produit phytosanitaire ;

5.4 - Points particuliers :

5.4.1 - les installations proches du forage nommé FE devront être protégées par une construction adéquate, fermée à clé ;

5.4.2 - le groupe électrogène de secours, alimenté par du fuel, devra être équipé d'une fosse de rétention étanche et d'une cuve à double paroi avec alarme, installées à l'intérieur de la future construction ;

5.4.3 - tous les ouvrages de captages et les piézomètres devront être protégés par un ouvrage étanche et cadenassé ;

5.4.4 - des fossés périphériques pourront être mis en place en limite ouest, sud et nord-ouest de ce périmètre afin d'éviter toute introduction d'eau de ruissellement.

Article 6 - LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Le périmètre de protection rapprochée comporte une zone sensible et une zone complémentaire.

Sans préjudice de la réglementation générale et des interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale, les clauses suivantes seront appliquées :

6.1 - Sont interdits :

6.1.1 - la réalisation de puits ou forage, à l'exception des ouvrages réalisés pour l'alimentation publique en eau potable, le comblement sans précaution de puits et forages (cf. article 6.3.6) ; les puits et forages existants peuvent être maintenus.

6.1.2 - l'ouverture et l'exploitation de carrière ou mine à ciel ouvert ou en galeries souterraines, l'ouverture et le remblaiement sans précaution d'excavation de tout type ;

6.1.3 - la création de plan d'eau, mare ou étang ;

6.1.4 - la création et la suppression de fossés ;

6.1.5 - la création d'assainissement hydraulique (drainage) et l'irrigation ;

- 6.1.6 - la création d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) de toute nature ; l'extension des installations existantes sera soumise à autorisation préalable (cf. article 6.3.3) ;
 - 6.1.7 - l'établissement de toute nouvelle construction, superficielle ou souterraine, même provisoire, à l'exception des constructions prévues aux articles 6.3.1 à 6.3.5 qui sont soumises à autorisation préalable ;
 - 6.1.8 - l'installation de canalisation, réservoir ou dépôt d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, à l'exception des ouvrages prévus aux articles 6.3.2 et 6.3.5 qui sont soumis à autorisation préalable ;
 - 6.1.9 - le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits fermentescibles, de déchets communément désignés "inertes", y compris le dépôt de pneus au camp de l'OTAN, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement ;
 - 6.1.10 - la suppression de l'état boisé des parcelles ; les parcelles boisées devront le rester, l'exploitation normale du bois étant autorisée ;
 - 6.1.11 - la suppression des haies et des talus ; les haies et les talus existants seront conservés, l'exploitation normale du bois étant autorisée ;
 - 6.1.12 - **dans la zone sensible** : l'épandage d'effluents liquides (lisiers, purins, boues de station d'épuration, effluents d'industries agro-alimentaires, eaux résiduaires des établissements renfermant des animaux, matières de vidange, eaux résiduaires d'origine domestique, jus d'ensilage) et l'épandage de déjections avicoles et cunicoles (fientes et fumier) sur toutes les parcelles ;
 - 6.1.13 - **dans la zone sensible** : l'épandage de fumier (bovin ou porcin) du 1^{er} septembre au 29 février ;
 - 6.1.14 - **dans la zone complémentaire** : l'épandage d'effluents liquides (lisiers, purins, boues de station d'épuration, effluents d'industries agro-alimentaires, eaux résiduaires des établissements renfermant des animaux, matières de vidange, eaux résiduaires d'origine domestique, jus d'ensilage) et l'épandage de déjections avicoles et cunicoles (fientes et fumier) sur les parcelles inaptées à l'épandage d'après leur caractéristiques morphologiques (pente, proximité de cours d'eau) et pédologiques (sols hydromorphes ou minces) ;
 - 6.1.15 - l'épandage de déjections animales (solides et liquides) et d'effluents équivalents sur les sols laissés en jachère ou non régulièrement cultivés, et sur préparation de cultures s'il n'y a pas d'enfouissement immédiat ;
 - 6.1.16 - **dans la zone sensible** : le pâturage (ou la présence d'animaux dans les prairies) du 1^{er} octobre au 29 février ;
 - 6.1.17 - le maintien des parcelles nues en hiver en secteur cultivé ; l'implantation d'une culture intermédiaire est obligatoire ;
 - 6.1.18 - le dépôt prolongé (plus de 30 jours) et non aménagé de fumiers aux champs ;
 - 6.1.19 - le dépôt et le stockage non aménagé de produits fertilisants et de produits phytosanitaires, de produits fermentescibles tels que les silos non aménagés destinés à la conservation par voie humide des aliments pour animaux, et notamment les « silos taupinières » pour ensilage d'herbe ;
 - 6.1.20 - l'élevage porcin ou avicole de type « plein-air » ;
 - 6.1.21 - l'affouragement permanent des animaux à la pâture ;
 - 6.1.22 - l'abreuvement direct (non aménagé) des animaux sur les ruisseaux et aux points d'émergence des sources ;
 - 6.1.23 - les points d'abreuvement des animaux et les points d'affouragement temporaires à moins de 50 mètres des ruisseaux, permanents ou temporaires et à moins de 100 mètres des limites du périmètre de protection immédiate ; ils devront être régulièrement déplacés, avant dégradation du couvert végétal par les animaux ;
-

- 6.1.24 - l'utilisation d'un produit phytosanitaire classé dans les groupes 2 et 3 tels que définis par le plan Bretagne Eau Pure et la CORPEP ; seuls les produits classés dans le groupe 1 sont autorisés, c'est-à-dire ceux dont les matières actives doivent présenter un coefficient de partage carbone organique - eau (Koc) supérieur à 1000 cm³/g, une 1/2 vie (DT₅₀) inférieure à 8 jours et une dose inférieure à 500 g/ha ;
- 6.1.25 - l'utilisation de tout produit phytosanitaire à moins de 35 mètres des points d'eau, puits, forages, piézomètres, ruisseaux permanents ou temporaires, et des limites du périmètre de protection immédiate ;
- 6.1.26 - l'utilisation de tout produit phytosanitaire pour l'entretien des chemins, de la voirie et de la voie ferrée, de leurs bas-côtés, des fossés et talus des chaussées et des parcelles agricoles ;
- 6.1.27 - l'utilisation de tout produit phytosanitaire pour un usage autre que celui pour lequel il a été homologué ;
- 6.1.28 - le camping et le stationnement de caravanes ou d'autres moyens mobiles d'hébergement, en dehors des endroits prévus à cet effet ;
- 6.1.29 - la création de cimetière.

6.2 - Obligations :

- 6.2.1 - **dans la zone sensible** : les parcelles agricoles seront mises et maintenues en bois, en landes ou en prairies (de longue durée). Les prairies, qui éventuellement devraient être retournées, ne pourront l'être qu'entre le 1^{er} mars et le 30 avril et devront être réimplantées dans un délai maximum de 15 jours après le retournement ; le pâturage extensif est autorisé du 1^{er} mars au 30 septembre ;
- 6.2.2 - sans préjudice des contraintes de fertilisation décrites dans ce présent arrêté, la fertilisation des parcelles agricoles respectera obligatoirement les dates, prescriptions et distances d'épandage décrites dans l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 1997 relatif au programme d'action à mettre en œuvre pour réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole dans le département du Morbihan ;
- 6.2.3 - l'épandage des déjections animales, en particulier avicoles, sur les parcelles autorisées devra se faire avec des techniques adaptées pour éviter la surfertilisation (utilisation de tables d'épandage de fumier sec) ;
- 6.2.4 - les habitations et installations existantes (industrielles, artisanales, commerciales et agricoles) devront être mises en conformité avec la réglementation en vigueur ;
- 6.2.5 - les bâtiments d'élevage existants et leurs annexes (fumières, fosses, silos) devront être mis et maintenus en conformité avec la réglementation en vigueur. Ces bâtiments feront l'objet d'un diagnostic particulier (de type Dexel) destiné à définir les travaux d'aménagement et pratiques susceptibles de supprimer les risques de pollution du milieu par ruissellement ou infiltration ;
- 6.2.6 - les réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques liquides (fertilisants, produits phytosanitaires, ...) devront comporter une fosse de rétention étanche, d'un volume au moins égal au volume stocké ;
- 6.2.7 - les dispositifs d'assainissement des eaux usées des habitations existantes devront être mis et maintenus en conformité avec la réglementation en vigueur et sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ; les puisards de même que les rejets directs au fossé seront impérativement supprimés ;
- 6.2.8 - les habitations et installations raccordables à un réseau collectif d'assainissement devront être immédiatement branchées ;
- 6.2.9 - les jardins feront l'objet de précautions en matière de fertilisation (uniquement sous forme de compost) et d'utilisation de produits phytosanitaires ; pour les jardins familiaux appartenant à la commune de Ploemeur (parcelle AP 9), un règlement de type "agriculture biologique" devra être mis en place par la commune pour tous les utilisateurs ;

6.2.10 - l'utilisation ponctuelle de l'ancien "camp de l'OTAN" en circuit d'auto-cross pourra être maintenue à condition de disposer, au niveau du stockage des hydrocarbures nécessaires à la course et au niveau de la manipulation des véhicules, d'une plate-forme étanche équipée d'une fosse de rétention afin de supprimer tout risque d'écoulement dans le milieu ; de plus, des installations sanitaires mobiles étanches seront en nombre suffisant pour le public ; enfin le stockage permanent de pneus usagés devra être supprimé.

6.3 - Sont soumis à autorisation préalable :

- 6.3.1 - l'établissement de nouvelle construction destinée à supprimer une source de pollution ;
 - 6.3.2 - l'établissement de nouvelle construction ou ouvrage nécessaire au fonctionnement de l'alimentation publique en eau potable ou susceptible d'améliorer la protection des captages ;
 - 6.3.3 - l'établissement de nouvelle construction en extension de bâtiments existants ; cette construction ne pourra être autorisée que si elle ne présente pas un risque supplémentaire de pollution et que, dans le cas de bâtiment agricole, cette extension ne conduise pas à une augmentation de la fertilisation du périmètre de protection rapprochée ;
 - 6.3.4 - le changement d'affectation d'une construction existante ;
 - 6.3.5 - l'installation d'ouvrage de dimension individuelle lié à une habitation existante (canalisation, réservoir ou dépôt d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature) ; cet ouvrage devra être réalisé conformément à la réglementation en vigueur et sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;
 - 6.3.6 - le comblement de puits, forages ou plans d'eau existants ; il sera réalisé avec des matériaux sains, excluant les déchets de toute nature ;
 - 6.3.7 - la création ou la modification des conditions d'utilisation des voies de communication.
- 6.4 - Tout fait susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité des eaux, souterraines ou superficielles pourra être interdit ou réglementé.

Article 7 - LE PERIMETRE DE PROTECTION ÉLOIGNÉE

La réglementation générale et les interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale seront appliquées.

Les activités ou installations soumises à déclaration ou autorisation susceptibles de modifier les écoulements ou la qualité des eaux superficielles ou souterraines pourront faire l'objet de réglementation particulière.

Tout fait susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité des eaux, souterraines ou superficielles pourra être réglementé.

Article 8

8.1 – La demande d'autorisation préalable, prévue à l'article 6.3, devra présenter :

- 8.1.1 -les caractéristiques du projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau ;
 - 8.1.2 -les dispositions prévues pour parer aux risques précités.
- 8.2 -Le pétitionnaire aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés. Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 9 -

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté par lettre recommandée sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Président de la Régie Municipale Eau et Assainissement de la Ville de PLOEMEUR est chargé de veiller à l'accomplissement de ces formalités.

Article 10 -

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 11 -

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel, sera assuré par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Article 12

La régie municipale réalisera les études hydrogéologiques nécessaires à l'exploitation éventuelle du forage F19. Dans l'hypothèse d'une exploitation de cet ouvrage, la régie en demandera l'autorisation de prélèvement avec les enquêtes publiques requises.

Article 13 – Délais et voies de recours.

- **régime contentieux lié aux articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement**
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le délai de recours, devant le tribunal administratif compétent, est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Il commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.
- **régime contentieux lié à la déclaration d'utilité publique et aux servitudes**
Toute personne ayant intérêt à agir qui désire contester cette décision administrative peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la publication collective ou de la notification individuelle de la décision. Elle peut préalablement saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite).

Article 14 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, Monsieur le sous-préfet de Lorient, Monsieur le Président de la Régie Municipale Eau et Assainissement de la Ville de PLOEMEUR, Monsieur le maire de PLOEMEUR, Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le directeur régional de l'industrie et de la recherche et à Monsieur le directeur départemental de l'équipement. Cet arrêté fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour ampliation

Pour le préfet et par délégation

Le chef de bureau

Vannes, le 23 janvier 2002

Le préfet

Gilles BOUILHAGUET


Monique LE PAUTREMAT

**PERIMETRES de PROTECTION
des captages de « KERMADOYE » en PLOEMEUR**

LISTE DES PARCELLES

Toutes les parcelles sont situées sur la commune de Ploemeur.

1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Section AP N° 22p, 27p.

2 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE - ZONE SENSIBLE

Section AP N° 5, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22p, 23, 24, 25, 27p, 74, 134p, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 233, 270, 272, 274, 279, 281, 283, 284, 288, 292, 298, 299, 316, 319p, 320p, 326, 329, 330, 331, 332, 333, 335, 336p, 341, 342, 343, 344, 348, 349, 351, 354.

Section CL N° 5a, 6, 7, 8, 11.

3 - PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE - ZONE COMPLEMENTAIRE

Section AK N° 15, 83, 104, 156, 157, 158, 159, 203, 204, 205, 206, 207, 208.

Section AP N° 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 46, 50, 51, 54, 56, 57, 59, 60, 79, 80, 83, 84, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 118, 122, 124, 131, 132, 133, 134p, 135, 136, 137, 139, 158, 159, 160, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 218, 219, 227, 228, 231, 232, 234, 235, 241, 244, 246, 250, 251, 253, 254, 256, 257, 262, 264, 276, 277, 290, 295, 296, 301, 304, 306, 308, 309, 318, 319p, 320p, 323, 327, 328, 334, 336p, 337, 338, 345, 346, 350, 352, 353, 355, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 370, 373, 375, 376, 377, 378.

Section AT N° 215, 216, 219, 220, 235, 236, 237, 239, 240, 241, 264, 265, 416, 417, 418.

Section CL N° 12p.

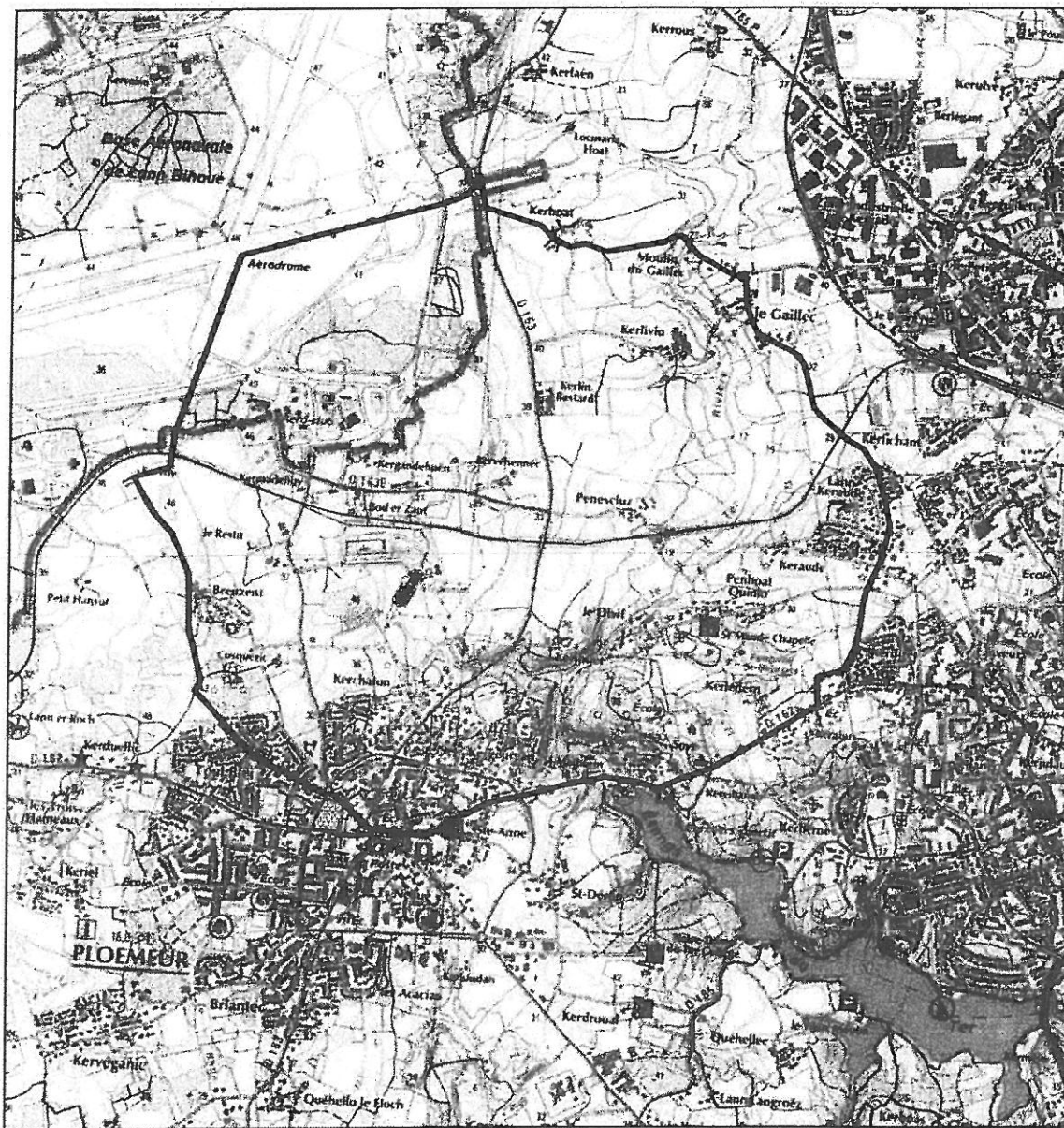
- la lettre qui suit certains numéros de parcelles correspond à la subdivision fiscale ;
- (p) = parcelle comprise en partie ;

pour être annexé à l'arrêté
arrêté en date du 23 JAN. 2002

Vannes le 23 JAN. 2002

LE PRÉFET

Gilles BOULHAQUET



- Forages de Kermadoye en Ploemeur**
- Périmètre de protection éloignée
 - Ouvrages de captage



0 0,25 0,5 0,75 1 km

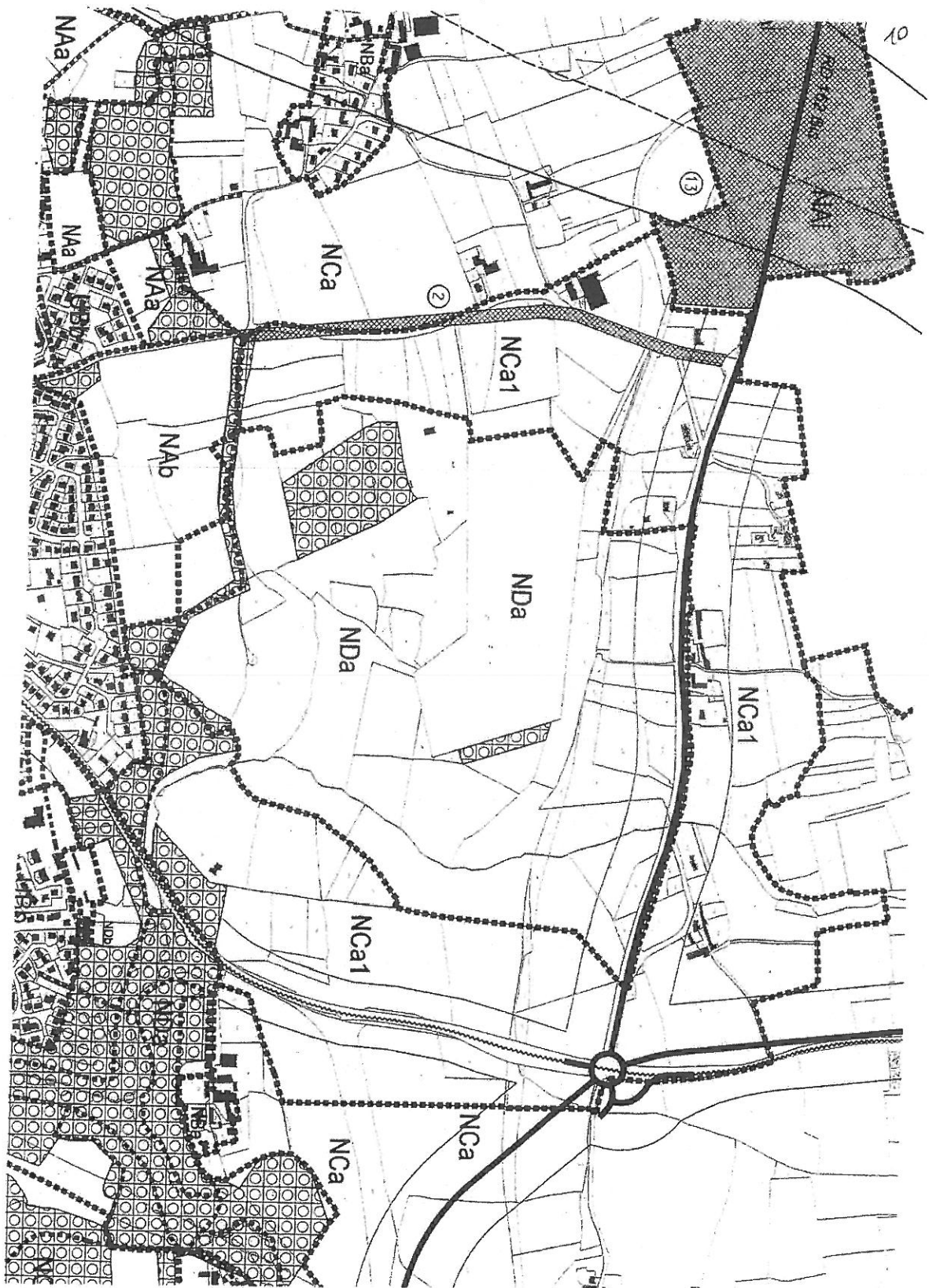
1/25 000

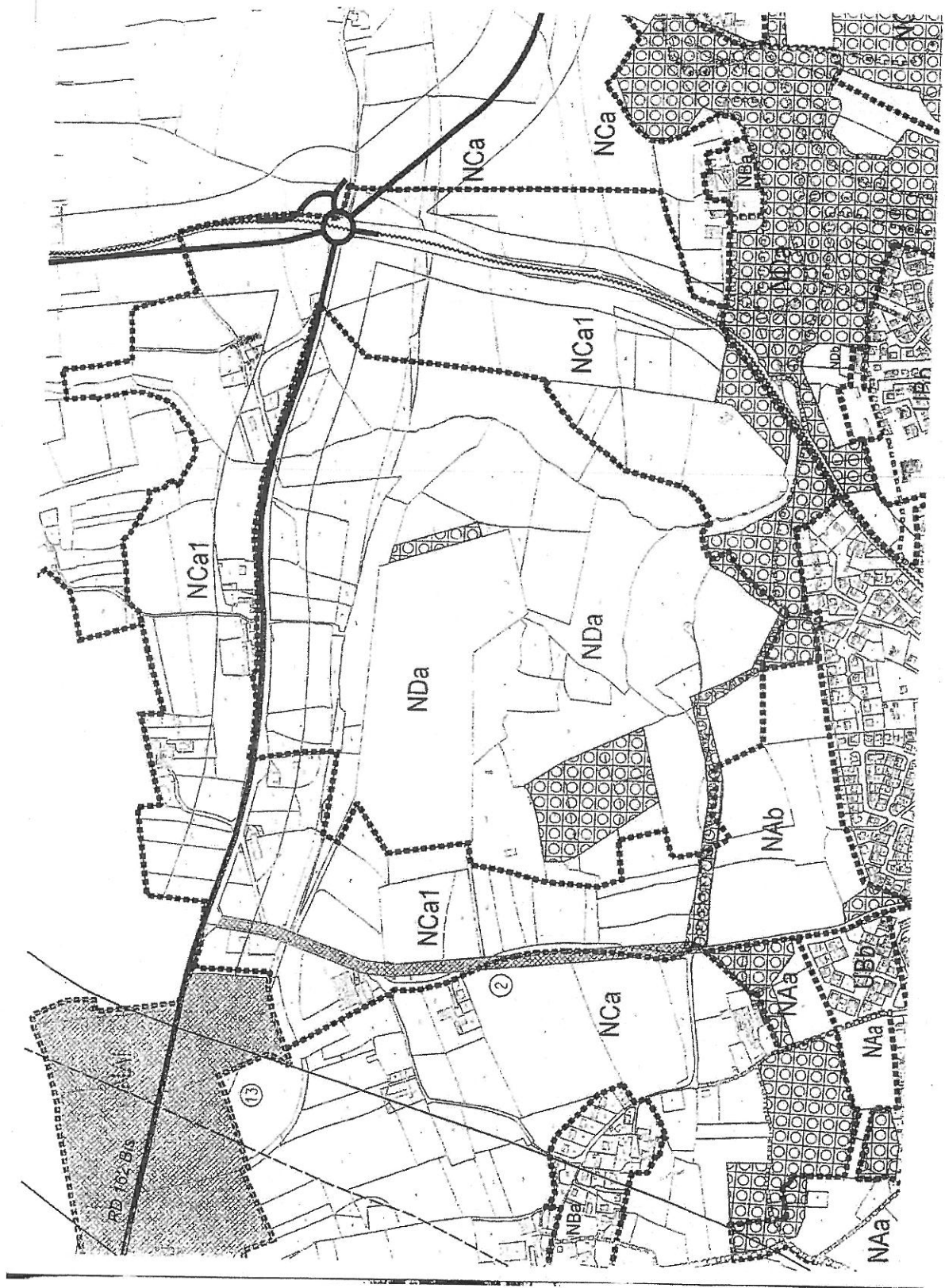
pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Vannes le 23 JAN. 2002

LE PREFET

DDAF 56 - Janvier 2002
BD Carthage - IGN

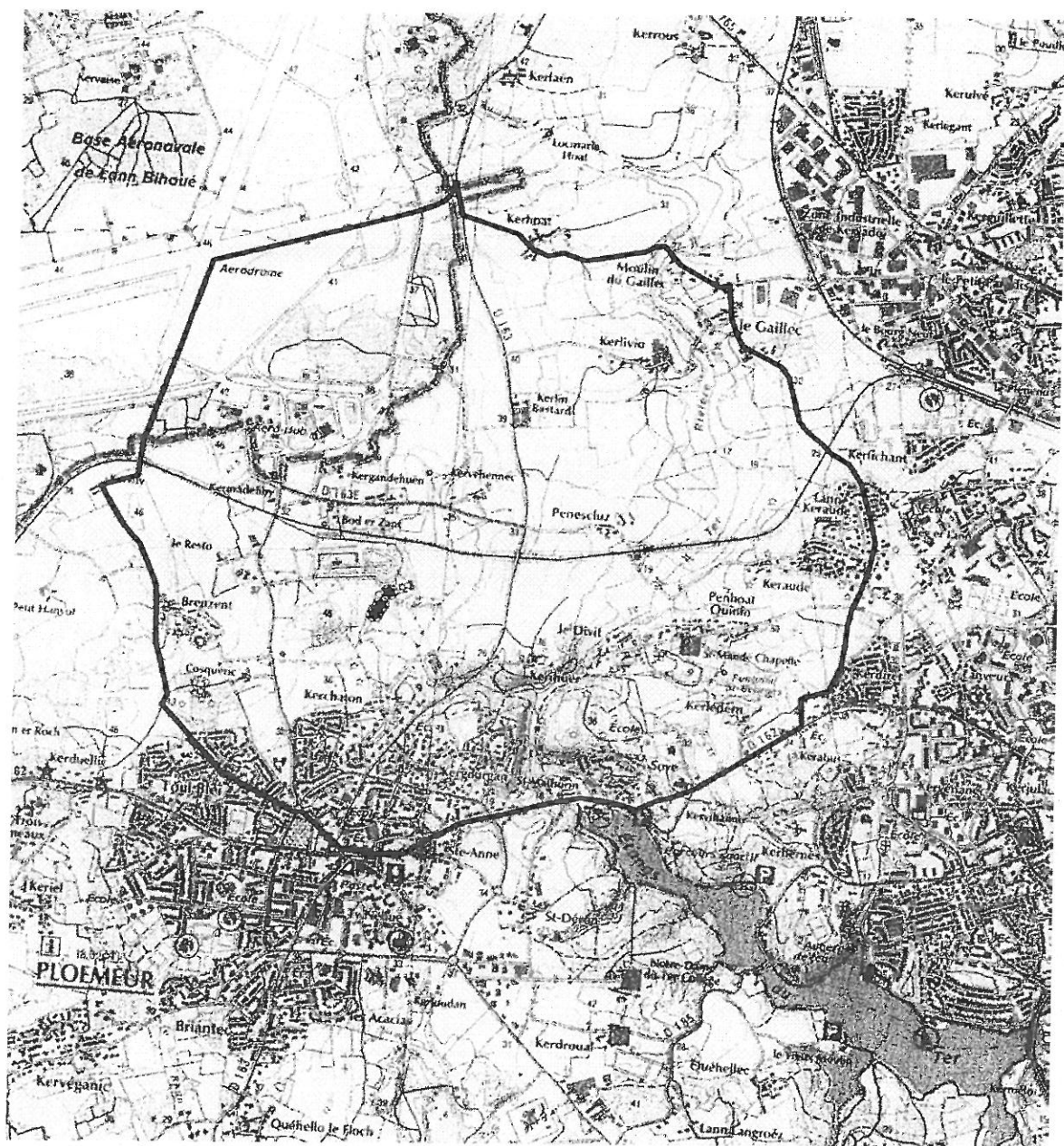
Gilles BOULHAGUET

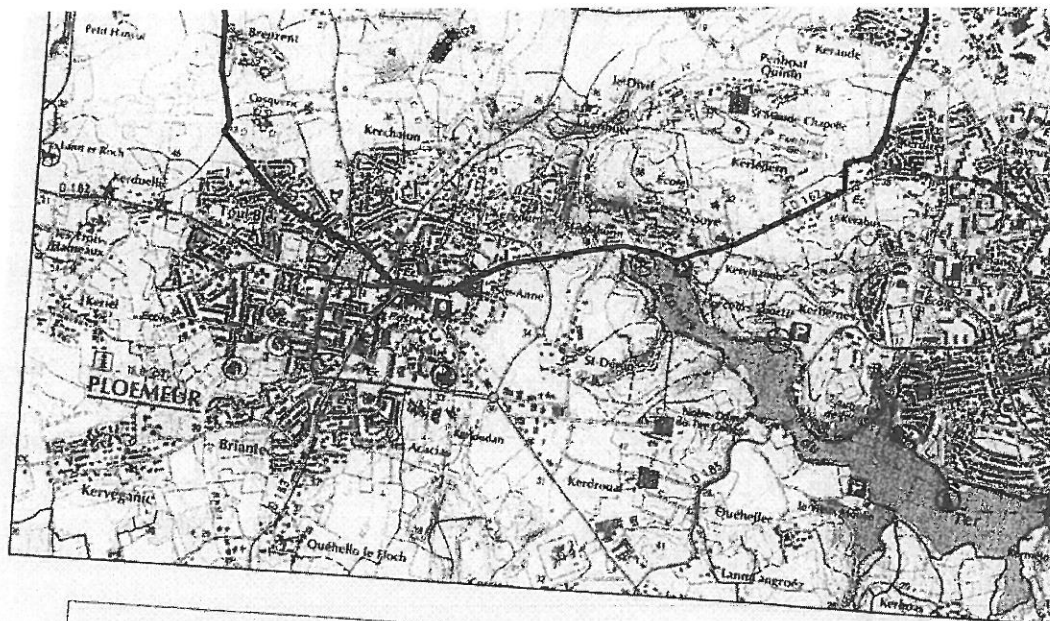




LISTE DES PARCELLES

Gilles BOULHAGUET





Forages de Kermadoye en Ploemeur
☐ Périmètre de protection éloignée
☒ Ouvrages de captage



0 0,25 0,5 0,75 1 km

1/25 000

pour être annexé à notre
 arrêté en date de ce jour
 Vannes le 23 JAN 2002
 LE PREFET

DDAF 56 - Janvier 2002
 BD Carthage - IGN

Gilles BOUILHAGUET

